

Service de la Santé de la Protection Animale et de
l'Environnement
Rue Ferdinand Buisson
BP 40019 - 62022 Arras

Arras, le 16/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VANBREMEERSCH CLAUDE

RUE DE LA HALTE
62120 MAMETZ

Références : DDPP62 2024 02523
Code AIOT : 0056201125

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement VANBREMEERSCH CLAUDE implanté RUE DE LA HALTE et RUE DE L'ANGLET CRECQUES 62120 MAMETZ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à un contrôle réalisé le 24/01/22.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANBREMEERSCH CLAUDE
- 2 RUE DE L'ANGLET CRECQUES 62120 MAMETZ
- Code AIOT : 0056201125
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation pour l'élevage de 300 chiens de plus 4 mois, délivré le 19 mai 2004 et d'un récépissé de déclaration du 22 janvier 2004 pour 39 chiens sur le site rue de l'Anglet.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Risque incendie

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 23/04/2024 de l'établissement VANBREMEERSCH CLAUDE implanté RUE DE LA HALTE et RUE DE L'ANGLET CRECQUES 62120 MAMETZ, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Prévention des incendies** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006 article : 26 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Moyens de lutte contre l'incendie** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006 article : 26 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Plan d'épandage** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006 article : 21 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Conformité installation** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2004 article : 30 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des incendies	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Conformité installation	Arrêté Préfectoral du 19/05/2004, article 30	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Animaux morts	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 25	Susceptible de suites	Sans objet
6	Mesures des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 29	Susceptible de suites	Sans objet
7	Taille	Autre du 22/01/2004, article Récépissé	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées (excepté les modifications apportées au plan d'épandage) ont déjà fait l'objet d'un rappel réglementaire lors de l'inspection effectuée le 22 janvier 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Animaux morts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 24/01/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2022
Prescription contrôlée : <p>Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.</p>

En vue de leur enlèvement, les animaux morts sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé conformément aux modalités prévues par le code rural, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés à température négative dans un récipient étanche et fermé, destiné à ce seul usage et identifié. Le brûlage des cadavres à l'air libre est interdit.

Constats :

Un congélateur a été mis en place sur le site 1. Il est repris pour le stockage de l'ensemble des cadavres de l'installation, dans l'attente de leur reprise par la société Atemax.
Lors du passage de l'équarrisseur, les cadavres sont repris dans un bac sur le tracteur pour être déposés directement dans le camion.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26

Thème(s) : Élevage, Sécurité-incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/01/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2022

Prescription contrôlée :

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) et électriques sont réalisées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente au moins tous les trois ans. Lorsque l'exploitant emploie du personnel, la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le contrôle des installations électriques n'a pas été pas réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire réaliser le contrôle pour les 2 sites et transmettre à l'inspection les rapports de vérification ainsi que les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces vérifications.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26
Thème(s) : Élevage, Sécurité-incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2022
Prescription contrôlée : <p>L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection. Des moyens complémentaires de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
Constats : <p>La présence d'un extincteur sur le site N°1 a été constatée. Aucun extincteur n'est présent sur le site Rue de l'Anglet. Une facture justifiant le contrôle des extincteurs a été fournie par l'exploitant.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Au moins un extincteur doit être mis en place au niveau de chaque bâtiment du site N°1, ainsi que sur le site Rue de l'Anglet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 21
Thème(s) : Élevage, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : <div><p>2. Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles qui peuvent faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il doit démontrer que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique</p></div>

des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- l'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;
- l'identité et l'adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant

;- la localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;

- les systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ;
- la nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents qui seront épandus ;
- les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de culture en utilisant des références locales ou toute autre méthode équivalente ;
- le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié.

Dans les zones vulnérables, ces périodes sont celles définies par le programme d'action pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 susvisé. L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

Constats :

Des modifications ont été apportées au plan d'épandage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les modifications apportées au plan d'épandage doivent être intégrées au dossier de porter à connaissance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Conformité installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2004, article 30

Thème(s) : Élevage, Implantation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/01/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2022

Prescription contrôlée :

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation entraînant un changement notable des éléments du dossier susvisé doivent être portées pour avis à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

Constats :

Les modifications relevées lors de l'inspection du 24 janvier 2022 n'ont pas été déclarées :

conteneurs avec courettes mis en place à l'arrière de la maternité,

De plus, d'autres modifications ont été relevées : construction en cours (dalle réalisée) d'un bâtiment à usage de parc d'ébats pour lequel le permis de construire a été délivré, modification du parcellaire d'épandage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un dossier de porter à connaissance reprenant l'ensemble des modifications doit être transmis à la préfecture du Pas-de-Calais (DCPPAT -BICUPE - Section Installations Classées).

Il doit comprendre :

- Toutes les modifications apportées à l'installation par rapport au dossier d'autorisation,
- De nouveaux plans de l'ensemble de l'installation,
- L'affectation précise de chaque bâtiment,
- Le nouveau plan d'épandage.

De plus, le site se trouvant Rue de l'Anglet est soumis à déclaration. Ce site est un site connexe à l'installation concernée par l'arrêté d'autorisation. L'article L.181-1 du code de l'environnement imposant que l'autorisation environnementale incluse les équipements et installations, que leur connexité rend nécessaire à l'activité, le dossier de modification devra inclure le site soumis à déclaration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Mesures des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 29

Thème(s) : Élevage, pollution

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/01/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2022

Prescription contrôlée :

La mesure des émissions sonores est effectuée, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, selon une périodicité quinquennale, sauf dérogation prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation, liée à la situation géographique, à l'aménagement ou aux conditions d'exploitation de l'installation.

Les mesures sont effectuées, dans la mesure du possible, par un organisme ou une personne qualifiée, agréée par le ministre chargé de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Constats :

Une mesure de bruit a été réalisée le 9 mai 2022.

Les émissions sonores respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Taille

Référence réglementaire : Autre du 22/01/2004, article Récépissé
Thème(s) : Élevage, Effectif
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 24/01/2022
Prescription contrôlée : Nombre de chiens de plus de 4 mois.
Constats : Sur le site Rue de l'Anglet, le nombre de chiens a été réduit à 35 au lieu de 57 constatés lors de l'inspection du 24 janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

